

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la préparation des entreprises au passage à l'euro, l'amélioration de leurs capacités financières et de leur compétitivité, Paris le 14 mai 1998.

Mesdames, Messieurs,

Comme le disait à l'instant Nicolas Beytout, c'est un sujet important qui vous réunit aujourd'hui à l'invitation du journal "Les Echos" en partenariat avec la grande presse européenne. Vous avez en effet choisi pour thème de vos travaux et de vos réflexions "l'euro et les entreprises". Thème à l'évidence d'avenir et thème d'actualité s'il en est. C'est pourquoi je suis heureux de participer à cette rencontre, par une brève réflexion à mon tour.

Dans un peu plus de six mois, l'euro sera notre monnaie. Les chefs d'Etat et de Gouvernement l'ont confirmé à Bruxelles le 2 mai dernier.

Il faut d'abord noter l'importance du chemin parcouru en six ans ! Que de progrès accomplis, à la fois pour assainir les économies européennes dont la croissance était minée par les déficits publics et pour les faire converger vers des objectifs communs. Les difficultés n'ont certes pas manqué. Beaucoup ont douté. Mais le succès est là, parce que finalement ce grand projet, au-delà des agitations polémiques, a suscité l'adhésion des peuples et des Gouvernements.

La première conséquence de l'euro, la plus directe, est de supprimer les risques de change. Ce n'est pas un avantage théorique. Nous avons, dans un passé encore proche, perdu beaucoup d'emplois, fermé des entreprises, vu des marchés à l'exportation s'effondrer en quelques semaines à cause des dévaluations de telles ou telles devises européennes.

Je me souviens au Sommet de Cannes, il y a maintenant un peu moins de trois ans, c'était un sujet de tension forte entre les chefs d'Etat et de Gouvernement - je parle du Sommet européen -.

Je me souviens de la dissension qui était née, en particulier, entre la France et l'Italie, à la suite de ce mouvement de la lire qui avait provoqué, aussi bien dans un certain nombre de secteurs industriels que sur le plan agricole, des dégâts très sérieux dans notre économie. Cela ne sera plus possible. Les variations de taux de change ne pourront plus être utilisées entre nous pour compenser des politiques économiques défaillantes. Voilà des incertitudes levées, la solidarité entre nos pays en est renforcée ou en sera renforcée et la stabilité accrue.

Avec l'euro, nous créons aussi une Europe puissante qui sera un pôle de stabilité monétaire mondiale. L'euro sera, avec le dollar, l'autre grande monnaie internationale. C'est une avancée majeure pour les pays européens. L'Europe, grande puissance économique, retrouve ainsi la puissance monétaire et accroît sa liberté de mouvement pour gérer ses affaires.

N'oublions pas, qu'à l'évidence, le monde évolue vers un sujet multipolaire avec de grandes régions qui seront demain autant de grands ensembles puissants sur le plan économique, politique, culturel et qu'à l'évidence, l'Europe se retrouvera au premier rang de ces grands pôles internationaux. Demain, près de 300 millions d'Européens partageront la même monnaie.

Demain on commercera à Lisbonne, à Berlin, à Naples comme on commerce aujourd'hui à Montpellier, à Lyon, à Bordeaux. Là où sera l'euro, là sera notre nouveau marché intérieur. Un vaste marché, le plus grand et le plus riche du monde.

Un marché plus transparent, plus solide, plus étendu, sans aucun doute plus dynamique, qui

offre aux entreprises françaises un terrain d'action privilégié pour satisfaire les besoins des consommateurs européens, mais aussi un terrain d'action, c'est vrai, plus concurrentiel. Dès 1999, vous pourrez effectuer vos opérations en euro. Vous en serez les premiers utilisateurs avec les institutions financières. Vous aurez un rôle important pour aider nos concitoyens dans l'utilisation de la nouvelle monnaie.

Nous ne devons pas craindre la concurrence. La concurrence est bonne lorsqu'elle est loyale. Nos économies en ont largement profité au cours des trente dernières années. Aujourd'hui, je voudrais vous dire ma confiance, une vraie confiance dans les entreprises françaises.

La force économique d'un pays se mesure, pour une large part, à la force et au dynamisme de ses entreprises. Ce sont elles qui créent la richesse et donc l'emploi. L'emploi, c'est d'abord un acte de confiance dans l'avenir. En renforçant la confiance, l'euro favorisera l'emploi si nous savons nous adapter.

Sans l'anticipation faite par les marchés et la confiance spontanément apportée à l'euro, il est évident que la crise financière asiatique aurait eu, sur nos économies occidentales et en particulier européennes, des conséquences beaucoup plus graves.

Alors, je sais les efforts de modernisation que vous avez accomplis. Depuis trois ans, de très nombreuses entreprises françaises petites, moyennes, grandes, m'ont accompagné, enfin leurs dirigeants, dans mes voyages à l'étranger.

J'ai vu, tout de même, quelque chose qui réchauffe le cœur : un dynamisme, une imagination, une volonté de réussir, l'acceptation des contraintes, des changements de mentalité, la volonté de comprendre les autres. j'ai vu leurs qualités. J'ai vu leur talent. J'ai vu, en un mot, leur volonté de se battre dans un monde, c'est vrai, de plus en plus concurrentiel. J'en ai vu beaucoup gagner. Je sais qu'elles peuvent gagner, les entreprises françaises.

Aujourd'hui, elles sont compétitives, elles sont dynamiques, elles sont innovantes, même si, sur ce dernier point, on ne l'est jamais assez. L'excédent croissant de notre commerce extérieur atteste de leur vitalité.

L'économie française est apte à relever les défis de la monnaie unique. Deuxième économie européenne, elle dispose d'un socle solide. Elle a les hommes et les atouts nécessaires pour gagner avec l'euro. Elle est portée par les petites et moyennes entreprises auxquelles je veux rendre naturellement hommage pour leur dynamisme et les entreprises qui sont aux avant-postes de la bataille pour la croissance et pour l'emploi.

Tout à l'heure, j'entendais M. Beytout dire que l'euro est une chance pour la France, je crois qu'il a raison. Mais, nous n'en profiterons pleinement que si nous sommes assez forts dans l'euro. Je souhaite que la France maîtrise son destin économique. L'enjeu est de taille. Il y va de notre place dans le monde. Un monde qui n'est naturellement pas tendre pour nos intérêts.

Nous devons prendre clairement conscience du monde qui nous entoure. Aujourd'hui les entreprises ne sont plus seules à être confrontées à la concurrence. Les Etats, les systèmes publics sont soumis à une comparaison directe et immédiate. Les choix d'implantation des entreprises et les choix de développement de l'industrie et des services sont désormais fonction de notre capacité globale d'attraction. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'être les meilleurs en Europe. D'avoir les meilleures entreprises, les meilleurs produits, les meilleurs services, mais aussi le meilleur système éducatif, le meilleur système juridique, la meilleure administration, la meilleure fiscalité. Car tout compte aujourd'hui pour favoriser la croissance et l'emploi.

L'euro est un formidable aiguillon dans cet esprit pour notre société, c'est en quelque sorte un générateur d'ambition. L'Europe, ce n'est pas, ce ne sera jamais, le renoncement à une ambition nationale. Bien au contraire, l'Europe doit nous conduire à plus d'ambition pour notre pays. A nous de saisir la chance qu'offre l'euro. A nous de mériter notre place dans le monde. A nous de prouver que la France, pays ruiné à la fin de la dernière guerre et qui a su par son travail, par ses efforts redevenir en quelques décennies la quatrième puissance du monde, a l'énergie nécessaire pour faire la course en tête.

Notre pays a beaucoup d'atouts : sa position géographique, son réseau d'infrastructures, la

qualité de son appareil de formation, celle aussi de sa recherche. Nous avons la capacité pour réussir, mais nous avons aussi des faiblesses que nous devons corriger. Il nous faut, c'est évident je le reconnais, plus facile à dire qu'à faire, mais nécessaire, moins d'impôts, moins de dépenses publiques par conséquent, moins de déficits. Il nous faut faire davantage confiance à l'initiative, assurer la stabilité de notre environnement juridique et fiscal, encourager le risque, réhabiliter le travail et la responsabilité.\

Nous adapter, c'est aussi renforcer les capacités financières des entreprises.

Dans l'Europe de demain, vous serez conduits à multiplier vos alliances et vos partenariats au-delà de nos frontières. Ce phénomène dépasse, d'ailleurs, très largement le cadre européen. Le mouvement s'est enclenché, nul doute qu'il va s'accélérer. Nous pouvons en tirer le meilleur parti à condition de ne pas nous satisfaire, je l'ai déjà dit, "d'un capitalisme français sans capitaux". D'ores et déjà, le tiers du capital des grands groupes français, et souvent plus, est détenu par des étrangers, notamment par des fonds de pension. Si nous voulons conserver la maîtrise de nos centres de décisions économiques pour nous permettre de compter davantage en Europe mais aussi dans le monde, il nous faut donner au capitalisme français les moyens financiers de son expansion.

C'est une exigence économique mais c'est aussi une exigence sociale, car les entreprises ont la politique sociale de leurs actionnaires. Si nous voulons préserver notre modèle social auquel nous sommes profondément attachés, nous devons mettre notre épargne au service du développement de nos entreprises.

Nous savons bien ce qu'il faut faire : moins taxer la prise de risque, favoriser la création et l'innovation au détriment de la rente, orienter l'épargne vers les actions, développer la participation des salariés et l'épargne salariale, créer des fonds d'épargne retraite, renforcer notre place financière. Beaucoup dépend de décisions publiques naturellement. Mais il dépend aussi de vous de faire de la Place de Paris une grande place de l'euro.

La monnaie a été inventée pour faciliter les échanges. L'euro est d'abord un instrument qui doit être mis à profit pour renforcer notre croissance et développer nos emplois. Car c'est bien sûr la création d'emplois qui doit être la finalité de nos politiques économiques.

Mais l'euro est davantage qu'un simple moyen de paiement. Il scelle l'union des pays européens, ancre la solidarité des nations et renforce les vecteurs de paix et de démocratie entre les pays qui se sont si souvent et si absurdement déchirés par le passé.

Mesdames et Messieurs,

Le succès de l'euro est, pour une large part, entre vos mains.

Dans les vôtres, d'abord, chefs d'entreprise qui devez adopter des stratégies permettant d'assurer et de conforter la place de l'économie française en Europe.

Dans celles de nos compatriotes qui doivent avoir confiance dans la solidité de leur nouvelle monnaie.

Dans celles de tous les responsables publics, à tous les niveaux, dont l'action doit être guidée par le souci d'adapter notre pays, de prendre ce qu'il y a de meilleur dans les expériences de nos voisins et de surmonter surtout nos a priori et nos conservatismes.

C'est ensemble que nous relèverons le défi de l'euro. Nous assurerons ainsi, je le pense, l'avenir, le meilleur avenir de notre pays.

Je vous remercie.\